

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/41402]

**19 MAI 2022. — Arrêté ministériel déterminant les modalités de rétribution des membres de la CAUT et les conditions de rétribution des médecins contrôleurs et des chaperons désignés ou reconnus**

La Ministre des Sports,

Vu le décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention, ses articles 10, § 2, alinéa 3, et 15, § 2, alinéa 5 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 2021 portant exécution du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention, ses articles 12, 24, alinéa 1<sup>er</sup> et 27, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2015 déterminant les modalités de rétribution des membres de la CAUT et les conditions de rétribution des médecins contrôleurs et des chaperons ;

Vu le test genre, réalisé en date du 15 février 2022 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mars 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Vu l'avis 71.338/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mai 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Chaque membre de la CAUT est rémunéré à concurrence d'une indemnité forfaitaire fixée, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, à 29 euros, par demande d'AUT traitée.

Cette indemnité est indexée, le premier janvier de chaque année, en fonction de l'évolution de l'indice santé du mois de décembre qui précède.

**Art. 2.** Les médecins contrôleurs désignés ou reconnus reçoivent une indemnité forfaitaire pour leurs prestations de contrôles, fixée, selon le cas, comme suit :

	Contrôles en compétition					
	Urine		Sang		Urine + sang	
	2-6	7-12	2-6	7-12	2-6	7-12
Médecins contrôleurs	y	2y	y	2y	y	2y

	Contrôles hors compétition								
	Urine			Sang			Urine + sang		
	1	2-6	7-12	1	2-6	7-12	1	2-6	7-12
Médecins contrôleurs	1/2y	y	2y	1/2y	y	2y	1/2y + z	y+z	2y+z

y = l'indemnité payée pour les contrôles effectués par le médecin et fixée à 361 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

z = l'indemnité complémentaire payée pour valoriser les prélèvements sanguins dans le cadre des contrôles (urine + sang) réalisés hors compétition et fixée à 56 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, en fonction du type et du nombre de contrôle(s) prévu(s), l'indemnité forfaitaire, telle que calculée conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi que, le cas échéant, l'indemnité complémentaire prévue pour valoriser les prélèvements sanguins dans le cadre des contrôles (urine + sang) réalisés hors compétition, est/sont également octroyée(s) au médecin contrôleur désigné ou reconnu, qui s'est déplacé au lieu et à l'heure indiqués dans la feuille de mission, mais qui n'a pas pu réaliser le ou les contrôles prévu(s), pour une ou plusieurs raison(s) entièrement indépendante(s) de sa volonté, qu'il lui appartient d'établir, par écrit et, le cas échéant, à la suite d'une audition, auprès de l'ONAD Communauté française.

Sans préjudice de l'application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, une indemnité forfaitaire équivalente à  $\frac{1}{2}$  y, correspondant au montant calculé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est également octroyée au médecin contrôleur désigné ou reconnu, qui s'est déplacé, à la demande de l'ONAD Communauté française, pour effectuer une prestation dans le domaine de l'éducation à l'antidopage.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 3, l'indemnité forfaitaire visée au même alinéa est également octroyée(s) au médecin contrôleur désigné ou reconnu, qui s'est déplacé au lieu et à l'heure indiqués par l'ONAD Communauté française, mais qui n'a pas pu réaliser la prestation prévue, pour une ou plusieurs raison(s) entièrement indépendante(s) de sa volonté, qu'il lui appartient d'établir, par écrit et, le cas échéant, à la suite d'une audition, auprès de l'ONAD Communauté française.

L'indemnité (y) et l'indemnité complémentaire (z), visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont indexées, le premier janvier de chaque année, en fonction de l'évolution de l'indice santé du mois de décembre qui précède.

**Art. 3.** Une indemnité forfaitaire de défraiement, équivalente à l'indemnité journalière maximale, telle que visée à l'article 10 de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires, est octroyée, par jour de prestation, aux chaperons désignés ou reconnus.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'indemnité forfaitaire est également octroyée au chaperon désigné ou reconnu, qui s'est déplacé au lieu et à l'heure indiqués dans la feuille de mission, mais qui n'a pas pu réaliser la ou les mission(s) prévue(s), pour une ou plusieurs raison(s) entièrement indépendante(s) de sa volonté, qu'il lui appartient d'établir, par écrit et, le cas échéant, à la suite d'une audition, auprès de l'ONAD Communauté française.

Sans préjudice de l'application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, l'indemnité forfaitaire est également octroyée au chaperon désigné ou reconnu, qui s'est déplacé, à la demande de l'ONAD Communauté française, pour effectuer une prestation dans le domaine de l'éducation à l'antidopage.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 3, l'indemnité forfaitaire visée au même alinéa est également octroyée(s) au chaperon désigné ou reconnu, qui s'est déplacé au lieu et à l'heure indiqués par l'ONAD Communauté française, mais qui n'a pas pu réaliser la prestation prévue, pour une ou plusieurs raison(s) entièrement indépendante(s) de sa volonté, qu'il lui appartient d'établir, par écrit et, le cas échéant, à la suite d'une audition, auprès de l'ONAD Communauté française.

**Art. 4.** Outre l'indemnité forfaitaire visée, respectivement, à l'article 2 ou à l'article 3, dans le cadre des prestations qu'ils effectuent pour l'ONAD Communauté française, il est alloué une intervention dans les frais de déplacement des médecins contrôleurs désignés ou reconnus et des chaperons désignés ou reconnus, fixée, selon le cas, conformément :

- 1° à l'indemnité kilométrique applicable aux agents des services du Gouvernement ;
- 2° au remboursement de leur titre de transport par chemin de fer en deuxième classe ;
- 3° au remboursement de tout autre moyen de transport en commun.

L'intervention dans les frais de déplacement, calculée conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est également octroyée au candidat médecin contrôleur, pour les frais qu'il encourt dans le cadre de l'épreuve pratique visée à l'article 23, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 16 décembre 2021 portant exécution du décret.

L'intervention dans les frais de déplacement, calculée conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est également octroyée, selon le cas, au médecin contrôleur désigné ou reconnu ou au chaperon désigné ou reconnu, en cas d'application, respectivement, de l'article 2, alinéa 2 ou 4 ou de l'article 3, alinéa 2 ou 4.

**Art. 5.** L'arrêté ministériel du 10 décembre 2015 déterminant les modalités de rétribution des membres de la CAUT et les conditions de rétribution des médecins contrôleurs et des chaperons est abrogé.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.  
Bruxelles, le 22 mai 2022.

V. GLATIGNY

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/41402]

#### 19 MEI 2022. — Ministerieel besluit houdende vaststelling van de retributieregelen van de leden van de CAUT en de retributievoorwaarden van de aangewezen of erkende controleartsen en chaperons

De minister van Sport,

Gelet op het decreet van 14 juli 2021 betreffende de strijd tegen doping en de preventie daarvan, de artikelen 10, § 2, derde lid, en 15, § 2, vijfde lid;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 16 december 2021 tot uitvoering van het decreet van 14 juli 2021 betreffende de strijd tegen doping en de preventie ervan, de artikelen 12, 24, eerste lid en 27, eerste lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 december 2015 tot vaststelling van de nadere regels voor de bezoldiging van de leden van de TTN-commissie en van de voorwaarden voor de bezoldiging van controleartsen en chaperons;

Gelet op de gendertest, uitgevoerd op 15 februari 2022;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 8 maart 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 31 maart 2022;

Gelet op het advies 71.338/4 van de Raad van State, uitgebracht op 4 mei 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

**Artikel 1.** Elk lid van de CAUT ontvangt een vaste vergoeding van 29 euro, vanaf 1 januari 2022, per AUT-aanvraag die wordt behandeld.

Deze toelage wordt op 1 januari van elk jaar geïndexeerd op basis van de ontwikkeling van de gezondheidsindex van de voorafgaande maand december.

**Art. 2.** De aangewezen of erkende controleartsen ontvangen voor de door hen verrichte controles een forfaitaire vergoeding, die, naargelang het geval, als volgt wordt vastgesteld:

	Controles tijdens de wedstrijd					
	Urine		Bloed		Urine + bloed	
	2-6	7-12	2-6	7-12	2-6	7-12
Controleartsen	y	2y	y	2y	y	2y

	Controles buiten de wedstrijd								
	Urine			Bloed			Urine + bloed		
	1	2-6	7-12	1	2-6	7-12	1	2-6	7-12
Controleartsen	1/2y	y	2y	1/2y	y	2y	1/2y + z	y+z	2y+z

y = de vergoeding die wordt betaald voor de door de arts verrichte controles en die op 1 januari 2022 wordt vastgesteld op 361 euro.

z = de aanvullende vergoeding die wordt betaald voor de waardebeoordeling van bloedmonsters in het kader van controles buiten een wedstrijd (urine + bloed) en die met ingang van 1 januari 2022 wordt vastgesteld op 56 euro.

Onverminderd de toepassing van lid 1 wordt/worden, afhankelijk van de aard en het aantal van de geplande controle(s), de vaste vergoeding, berekend overeenkomstig lid 1, en, in voorkomend geval, de aanvullende vergoeding voor de waardebeoordeling van bloedmonsters in het kader van controles (urine + bloed) die buiten een wedstrijd worden uitgevoerd, ook toegekend aan de aangewezen of erkende controlearts die zich naar de plaats en het tijdstip heeft begeven die op het dienstreisblad zijn vermeld, maar die de geplande controle(s) niet heeft kunnen uitvoeren om één of meer redenen die volledig buiten zijn wil liggen en die hij schriftelijk en desgevallend na een hoorzitting met de NADO Franse Gemeenschap dient vast te stellen.

Onverminderd de toepassing van de leden 1 en 2, wordt een forfaitaire vergoeding ten belope van  $\frac{1}{3}$  y, overeenkomend met het bedrag berekend overeenkomstig lid 1, eveneens toegekend aan de aangewezen of erkende controlearts die zich op verzoek van de NADO Franse Gemeenschap heeft verplaatst om een dienst te verrichten op het gebied van dopingvoorlichting.

Onverminderd de toepassing van lid 3, wordt de forfaitaire schadevergoeding bedoeld in hetzelfde lid ook toegekend aan de aangewezen of erkende controlearts die zich naar de door de NADO Franse Gemeenschap opgegeven plaats en uur heeft begeven, maar die de geplande dienst niet heeft kunnen uitvoeren om één of meer redenen die volledig buiten zijn wil liggen en die hij schriftelijk en desgevallend na een hoorzitting met de NADO Franse Gemeenschap dient vast te stellen.

De toelage (y) en de aanvullende toelage (z) als bedoeld in lid 1 worden ieder jaar op 1 januari geïndexeerd op basis van de evolutie van het gezondheidsindexcijfer voor de voorgaande maand december.

**Art. 3.** Een forfaitaire onkostenvergoeding, gelijk aan de maximale dagvergoeding, zoals bedoeld in artikel 10 van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van de vrijwilligers, wordt per dag van dienst toegekend aan de aangewezen of erkende chaperons.

Onverminderd de toepassing van lid 1 wordt de forfaitaire vergoeding eveneens toegekend aan de aangewezen of erkende chaperon die zich naar de plaats en het uur heeft begeven zoals vermeld op de fiche van de dienststreizen, maar die de geplande dienst(n) niet heeft kunnen uitvoeren om één of meerdere redenen die volledig buiten zijn wil liggen en die hij schriftelijk en desgevallend na een hoorzitting met de NADO Franse Gemeenschap dient vast te leggen.

Onverminderd de toepassing van de leden 1 en 2 wordt de forfaitaire vergoeding eveneens toegekend aan de aangewezen of erkende chaperon die zich op verzoek van de NADO Franse Gemeenschap heeft verplaatst om een dienst te verlenen op het gebied van antidopingsopvoeding.

Onverminderd de toepassing van lid 3 wordt de in hetzelfde lid bedoelde forfaitaire vergoeding eveneens toegekend aan de aangewezen of erkende begeleider, die zich naar de door de NADO Franse Gemeenschap aangeduide plaats en uur heeft begeven, maar die de geplande dienst niet heeft kunnen uitvoeren om één of meer redenen die volledig buiten zijn wil liggen en die hij schriftelijk en desgevallend na een hoorzitting met de NADO Franse Gemeenschap dient vast te stellen.

**Art. 4.** Bovenop de forfaitaire vergoeding bedoeld in artikel 2, respectief artikel 3, wordt, in het kader van de prestaties die zij voor de NADO Franse Gemeenschap verrichten, een tegemoetkoming in de reiskosten van de aangewezen of erkende controlearts en van de aangewezen of erkende chaperons toegekend, naargelang het geval, overeenkomstig:

- 1° de kilometervergoeding van toepassing op overheidspersoneel;
- 2° de terugbetaling van hun treinbiljet tweede klasse;
- 3° de terugbetaling van elk ander middel van openbaar vervoer.

De tegemoetkoming in de reiskosten, berekend overeenkomstig lid 1, wordt eveneens toegekend aan de kandidaat-controlearts voor de kosten die hij maakt in het kader van de praktische proef bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, van het Regeringsbesluit van 16 december 2021 tot uitvoering van het decreet.

De vergoeding in de reiskosten, berekend overeenkomstig lid 1, wordt, naargelang het geval, ook toegekend aan de aangewezen of erkende controlearts of aan de aangewezen of erkende chaperon, in geval van toepassing van artikel 2, tweede of vierde lid, respectief artikel 3, tweede of vierde lid.

**Art. 5.** Het ministerieel besluit van 10 december 2015 tot vaststelling van de nadere regels voor de bezoldiging van de leden van de TTN-commissie en van de voorwaarden voor de bezoldiging van controleartsen en chaperons wordt opgeheven.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Brussel, 22 mei 2022.

V. GLATIGNY

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/204644]

**1<sup>er</sup> JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon prolongeant de deux ans la désignation en cours d'ORES Assets comme gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après dénommé « décret électricité »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 désignant l'intercommunale IDEG en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville, jusqu'au 26 février 2023;

Vu le transfert de plein droit de cette désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution à ORES Assets, par l'effet de l'article 10 du décret électricité, à la suite de la fusion de l'IDEG avec d'autres intercommunales par constitution d'une nouvelle société (ORES Assets), réalisé en 2013;